

LES MARCHÉS FINANCIERS DANS UNE NOUVELLE ÈRE PÉTROLIÈRE

Extraits des conclusions du rapport "Développements récents et perspectives économiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2006"

Pour la troisième année consécutive, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a enregistré une croissance spectaculaire, et ce grâce à l'impulsion donnée par les taux de croissance sans précédent des pays exportateurs de pétrole de la région. Le maintien de la tendance à la hausse des prix du pétrole a permis à la région de bénéficier d'une croissance de 6 % en moyenne en 2005, contre 5,6 % en 2004, et 3,5 % seulement en moyenne à la fin des années 90. En rythme annuel, la croissance économique moyenne de la région MENA sur les trois dernières années, à 6,2 %, a été la plus élevée sur trois ans depuis la fin des années 70.

La tendance à la hausse de la croissance régionale de MENA n'a cependant pas été également répartie, et les économies pauvres en ressources ressentent de plus en plus les répercussions négatives de la hausse des prix du pétrole. Au cours des premières périodes, les économies non pétrolières de la région MENA bénéficiaient aussi de la hausse des prix du pétrole, grâce à un certain nombre de mécanismes de transmission à partir des pays producteurs de pétrole, notamment les envois de fonds des travailleurs et l'aide. Bon nombre de ces mécanismes sont toujours en place et se sont développés au cours du présent boom pétrolier, notamment le tourisme intra régional et les flux d'investissement de portefeuille, mais l'ampleur globale de ces apports a nettement diminué par rapport aux niveaux d'antan. En outre, en raison de l'utilisation croissante de l'énergie, les pays pauvres en ressources de la

région MENA ressentent de plus en plus les effets négatifs de la hausse des prix du pétrole sur leur position extérieure et leur situation budgétaire, sous forme d'augmentations de leurs factures d'importations pétrolières et de subventions de l'énergie.

Les caractéristiques de la croissance, parmi les pays producteurs de pétrole, en revanche, se sont de plus en plus harmonisées, traduisant une tendance vers l'adoption des stratégies de développement communes. Par rapport aux booms pétroliers précédents, les pays pétroliers de la région manifestent de plus en plus une rigueur budgétaire remarquable. Ils constituent la liquidité, par des réserves extérieures, des fonds de stabilisation, et en remboursant leurs dettes. Ils appliquent aussi des stratégies communes de diversification de la manne pétrolière, en l'investissant dans des actifs étrangers, en tant que moyen de transformer cette richesse finie en sources de revenu à plus long terme. Ils oeuvrent

pratiquement de concert pour développer les liens commerciaux et encourager une plus grande participation étrangère dans leurs économies.

Les prix du pétrole dominant certes le paysage extérieur de la région, mais celle-ci a connu d'autres événements importants dans le domaine des échanges commerciaux. Les pays pauvres en ressources ont eu à faire face à l'expiration, en 2005, de l'Accord multifibres, qui permettait l'accès privilégié des marchés européens par les produits textiles et vêtements de la Tunisie, du Maroc et de l'Égypte. Les exportations de textiles de la Tunisie et du Maroc ont été particulièrement touchées, alors que l'Égypte a pu, jusqu'à présent, maintenir ses exportations de textiles, en partie en atténuant l'impact par un accord conclu en décembre 2004 sur les zones franches pour les produits homologués (qualifying industrial zones) entre les États-Unis, l'Égypte et Israël.



"La flambée des prix du pétrole a mis en évidence l'importance des subventions de ces prix sur le marché intérieur de la région MENA."

Sur le plan budgétaire, la flambée des prix du pétrole a mis en évidence l'importance des subventions de ces prix sur le marché intérieur de la région MENA. Les économies importatrices de pétrole sont particulièrement touchées, le recours aux subventions est généralisé dans la région, et à de graves répercussions budgétaires. Plusieurs pays pauvres en ressources ont adopté des mesures d'ajustement à court terme aux prix du pétrole, mais la crainte des conséquences éventuelles sur la pauvreté a découragé des réformes plus ambitieuses.

À moyen terme, les conditions générales du maintien d'un rythme de croissance rapide apparaissent prometteuses. Il est actuellement prévu que les prix mondiaux du pétrole vont se maintenir au-dessus de la barre de 50 dollars le baril jusqu'à la fin de 2008, ce qui assurera aux pays exportateurs de la région MENA des niveaux de recettes pétrolières qui tout en se repliant resteront substantiels. Si les politiques de rigueur budgétaire se maintiennent, les perspectives sont favorables pour les économies pétrolières dominantes, la croissance fléchissant de 6,7 % en 2005 à 5 % en 2008. Dans le cas des économies diversifiées, la reprise escomptée de la demande européenne constituera un facteur extérieur clé de croissance sur la période 2006-2008, de même que le recul des prix du pétrole, ce qui devrait permettre de récupérer certains des coûts des subventions. De même, la croissance parmi les économies pauvres en ressources devrait reprendre, dépassant 5,5 %. Dans l'ensemble, compte tenu d'un ensemble d'hypothèses de base, notamment la persistance d'une

progression modérée des réformes intérieures, la croissance de la région MENA devrait fléchir légèrement à 5,6 % en 2006 et s'établir au rythme de 5,2 % sur la période 2007-2008, suite à une accélération dans les économies diversifiées et un certain ralentissement dans les pays exportateurs de pétrole.

D'autre part, la forte croissance du crédit et la diminution des prêts non productifs ont amélioré la rentabilité des banques et la qualité de leurs actifs. L'augmentation des apports en capital a renforcé et étendu les possibilités d'investissement offertes aux investisseurs. En outre, de nombreux pays de la région ont mis à profit leurs positions renforcées pour entreprendre les réformes du secteur financier qui étaient depuis nécessaires. Ces réformes consistent notamment à restructurer et privatiser les banques du secteur public, autoriser l'établissement d'institutions financières privées, améliorer la supervision bancaire et moderniser la réglementation prudentielle.

Toutefois, plusieurs des faits survenus récemment dans le secteur financier ont augmenté l'exposition des économies de la région MENA à des chocs défavorables. Les banques ont développé rapidement le financement des marchés des actions. Bien que les gains du marché boursier soient attribuables en partie à la rentabilité spectaculaire des entreprises, les valeurs ont aussi un caractère de plus en plus spéculatif. Suite aux récentes corrections techniques du marché, le revenu des banques et la qualité de leurs actifs sont devenus vulnérables en raison de leur exposition aux marchés

boursiers, tant par le biais des prêts que des revenus considérables procurés par les frais de courtage. Les banques ont aussi augmenté leurs engagements dans le secteur immobilier en plein essor, qui risque d'être vulnérable aux effets de contagion des faiblesses récentes du marché des actions, ainsi que d'amorcer une tendance à la baisse en raison de la saturation croissante du marché. En outre, les éléments essentiels au bon fonctionnement du secteur financier, qui pourraient contribuer à stimuler une croissance durable et efficace -notamment des marchés boursiers et des actions et des instruments d'épargne contractuelle- demeurent en grande partie peu développés en dehors de la région du Golfe.

Toutefois, les progrès plus modérés affichés par les pays exportateurs de pétrole dans ces domaines de la réforme sont imputables en grande partie à l'absence d'améliorations de la situation parmi les économies du Conseil de coopération du Golfe, qui appliquent traditionnellement, en matière de commerce et d'investissement, des politiques plus ouvertes et plus favorables aux entreprises. Fait encore plus important, les économies pétrolières, en tant que groupe, affichent les progrès tant attendus sur le plan de la gouvernance, un domaine dans lequel le groupe accuse un retard considérable par rapport au reste du monde. Plus précisément, des progrès notables sont intervenus les cinq dernières années dans le cadre du renforcement des mécanismes de responsabilisation du secteur public, ce qui permet d'espérer que la réforme continuera de progresser de manière satisfaisante.

Malgré la réduction des liens positifs avec les économies pétrolières (et l'accroissement des répercussions négatives de la hausse des prix du pétrole), les économies pauvres en ressources de la région MENA ont maintenu un solide rythme de réforme, généralement supérieur à celui des autres régions du monde dans tous les domaines de la réforme. Sur le plan de la réforme des échanges commerciaux et du cadre d'intervention des entreprises et de leur réglementation, les économies pauvres en ressources ont en moyenne obtenu de plus solides résultats au cours des cinq dernières années que toutes les autres régions du monde. Grâce en grande partie aux accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux conclus récemment, et sous l'impulsion d'importantes réductions tarifaires opérées par l'Égypte, les économies pauvres en ressources se sont classées en moyenne dans le 71^e centile s'agissant de la réforme des droits de douane au cours des cinq dernières années. Sur le front de la réforme de l'environnement de l'activité des entreprises, les mesures prises par les économies pauvres en ressources les situent, en moyenne, dans le 63^e centile. Cela étant, elles peuvent faire beaucoup mieux, notamment dans le domaine de la libéralisation des échanges commerciaux. Les économies pauvres en ressources, en tant que groupe, continuent d'appliquer des droits de douane parmi les plus élevés au monde, se classant dans le 25^e centile inférieur au plan mondial s'agissant du faible niveau de protection tarifaire.

Dans le domaine de la gouvernance, les économies pauvres en ressources ont aussi enregistré des progrès considérables. Sur le plan de

l'amélioration de la responsabilisation publique, les pays pauvres en ressources se sont classés, en moyenne, dans le 62^e centile pour ce qui est des progrès de la réforme, et n'ont été distancés que par les gains affichés par les économies riches en ressources de la région MENA. En ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'administration du secteur public, le groupe se situe dans le 82^e centile s'agissant de la réforme, ce qui représente le progrès le plus important à l'échelon mondial, soutenu par les résultats robustes obtenus par l'Égypte, la Tunisie et le Maroc.

Parallèlement aux réformes généralisées, les économies de la région MENA continuent de recourir à des politiques

industrielles sélectives visant à renforcer la compétitivité et la croissance de certains secteurs afin de compléter la réforme structurelle reposant sur une plus large assise. Certes les points de vue sur les politiques industrielles évoluent, et l'on peut avancer diverses raisons économiques pour justifier leur utilisation, mais le bilan négatif de MENA dans le domaine des politiques industrielles (et le mal que la région éprouve à s'engager dans une nouvelle voie) devrait rappeler que les politiques les plus efficaces en matière de promotion de la croissance reposent sur des stratégies visant à mettre en place un environnement de l'activité des entreprises neutre et compétitif au plan international.



"Sur le plan budgétaire, la flambée des prix du pétrole a mis en évidence l'importance des subventions de ces prix sur le marché intérieur de la région MENA."

Pour le texte intégral du rapport et d'autres informations complémentaires, consultez :
www.worldbank.org/mna